

Les prélèvements sont faits par l'organisme accrédité sur des postes de travail en situation représentative de l'exposition.

R. 4724-11

Décret n°2009-1570 du 15 décembre 2009 - art. 9

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'organisme accrédité qui établit la stratégie de prélèvement et effectue les prélèvements dans l'entreprise est maître d'œuvre du contrôle technique. Il peut sous-traiter la prestation d'analyse en la confiant à un autre organisme accrédité.

R. 4724-12

Décret n°2009-1570 du 15 décembre 2009 - art. 9

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Indépendamment de la communication du rapport prévue à l'article **R. 4412-30**, l'organisme maître d'œuvre du contrôle technique communique les résultats à un organisme national désigné par arrêté des ministres chargés du travail et de l'agriculture. Ce dernier les exploite, dans le respect de l'anonymat des entreprises concernées, à des fins d'études et d'évaluation.

R. 4724-13

Décret n°2009-1570 du 15 décembre 2009 - art. 9

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Des arrêtés des ministres chargés du travail et de l'agriculture précisent :

- 1° Les conditions d'accréditation des organismes chargés des contrôles techniques, qui comportent le respect des dispositions de l'article **R. 4412-151**, des articles **R. 4724-9** à **R. 4724-12** et des normes techniques européennes en vigueur, ainsi que la vérification de leur capacité d'intervention dans des délais appropriés pour réaliser les contrôles techniques ;
- 2° Les modalités de communication des résultats à l'organisme national mentionné à l'article **R. 4724-12**.

Sous-section 2 : Contrôle de la concentration en fibres d'amiante.

R. 4724-14

Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Un arrêté du ministre chargé du travail détermine :

- 1° Les conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement des processus mis en œuvre par les entreprises ;
- 2° Les conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle ;